

Certains ont abordé la question du Marché commun et se sont demandés si c'était une bonne chose. Il est absurde de soutenir que ce ne l'est pas. Assurément, c'est excellent et nous voulons resserrer nos liens avec le Marché commun. Mais ce qui nous inquiète, c'est que les pays du Marché commun ne semblent s'intéresser qu'à notre minerai de fer, à notre uranium, à nos pâtes à papier et à notre pétrole. Ils ne parlent pas de nos produits manufacturés. Notre déficit commercial à ce chapitre est de 9 milliards de dollars. Le ministre est fier des résultats obtenus: à mon sens, c'est plutôt moche.

Des voix: Bravo!

M. Kempling: Ce qui doit se produire à mon avis dans le marché commun, c'est que nos produits finis circulent. Il y a eu une conférence sur l'électronique à Bruxelles. Le Canada n'était là qu'à titre d'observateur et pourtant nous avons nous aussi une industrie électronique.

Le gouvernement doit s'atteler à faire renaître la confiance auprès des hommes d'affaires et du consommateur. Le consommateur retirera son argent des banques et le dépensera s'il sait que l'inflation peut être jugulée, que nous pouvons prospérer et que nous ne cherchons pas à lui imposer des taux d'intérêt élevés et une inflation continue. J'ai des entretiens constants avec des hommes d'affaires qui m'avouent remettre leur programme d'expansion à plus tard, car ils ignorent ce que l'avenir leur réserve. A mon avis, nous devrions trouver les incitations fiscales permettant de renforcer utilement les effets du programme anti-inflationniste.

J'aimerais que nous puissions dire aux industriels qu'ils seront moins imposés à certaines conditions: augmentation de la productivité, stabilisation des prix, maintien ou accroissement du taux d'emploi, stabilisation de la situation du travail par l'arrêt des grèves. Dans ces conditions, ils obtiendraient un nombre donné de points, se traduisant par un allègement de la fiscalité et une augmentation des bénéfices. Mais pour réaliser ce programme, nous devons modifier l'article de la loi contre l'inflation qui se rapporte aux bénéficiaires. Nous pourrions dire la même chose aux travailleurs: augmentez la productivité de votre secteur, supprimez les grèves et stabilisez la situation du travail et vous obtiendrez des avantages fiscaux. Ils réagiraient favorablement à une telle mesure et je pense qu'il faut l'envisager très sérieusement.

Au cours de mes nombreux déplacements, je m'entretiens fréquemment avec des hommes d'affaires. Je constate que notre attitude vis-à-vis de l'extérieur est de toujours chercher à obtenir des conditions spéciales. Nous voulons une protection spéciale garantissant le statut spécial du Canada.

M. l'Orateur adjoint: A l'ordre. Puis-je suggérer à la Chambre que nous laissions le député terminer ses remarques vu qu'il ne lui reste que deux ou trois minutes. A la reprise de la séance il y aurait un nouvel orateur.

● (1800)

M. Kempling: Nous devons être un peu plus audacieux, mais je ne suis pas le raisonnement du ministre, qui parle de lancer dans les pays du Tiers Monde des entreprises conjointes et d'en exporter des produits vers le Canada. Cela ne diminuera pas notre chômage. Nous obtiendrons ainsi, dit-il, une partie du marché, mais je doute que ce soit la solution indiquée. Quand je lis les rapports de l'OCDE, quand j'examine les perspectives qu'elle nous réserve, je

Subsides

m'inquiète, car l'avenir ne semble guère prometteur. A mon avis, nous devons agir et dès maintenant. Nous devons faire preuve d'audace, et pour ce faire, nous devons apporter certains changements à notre régime fiscal et encourager les gens, les hommes d'affaires à devenir plus dynamiques.

Une dernière observation. Le ministre a parlé de ses grands efforts en Amérique du Sud. Permettez-moi de signaler que nous accusons un déficit prononcé avec l'Amérique du Sud depuis toujours. Nous n'avons jamais réalisé d'excédent ni même l'équilibre dans notre commerce avec les pays de ce continent. Le ministre insulte la Chambre en lui citant cet exemple. Il devrait, au fond, avoir honte de ses réalisations de ce côté-là.

M. l'Orateur adjoint: A l'ordre, je vous prie. Comme il est 6 heures, je quitte maintenant le fauteuil jusqu'à 8 heures.

(La séance est suspendue à 6 h 4.)

REPRISE DE LA SÉANCE

La séance reprend à 8 heures.

M. Andrew Hogan (Cape Breton-East Richmond): Madame l'Orateur, le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Jamieson) a reconnu dans une récente déclaration sur son voyage à Hong Kong et en Indonésie qu'en plus de l'accord sur l'automobile, les exportations dites invisibles constituent un problème fondamental et que les capitaux dont nous avons ou aurons besoin entraîneront une hausse sensible des paiements d'intérêts effectués à l'étranger, car cet argent ainsi que les dividendes retourneront aux États-Unis et à d'autres pays par suite du déséquilibre commercial.

Les chiffres suivants font comprendre la gravité de la situation actuelle et la menace qui surgira éventuellement si cette tendance n'est pas inversée durant la dernière partie des années 70 grâce à une amélioration des comptes des marchandises ou à une dépréciation de notre monnaie. En 1970, nous avons payé en intérêts et en dividendes 1,550 millions. En 1974, ces dépenses avaient atteint 2,296 millions de dollars. De 1971 à 1974, la sortie globale de capitaux a augmenté de plus de 35.1 p. 100. Une telle situation est très grave et, comme l'a signalé le ministre, elle pourrait devenir extrêmement grave pour notre pays à l'avenir.

Ce soir, je saisis l'occasion que m'offre le présent débat, pour soulever la question des échanges commerciaux entre le Canada et les pays en voie de développement. D'après les chiffres les plus récents que je possède, nos exportations avec ces pays ne comptent que pour environ 11 p. 100 de notre commerce extérieur. De plus, bien que l'aide à ces pays soit nécessaire ce que, nous aurions dû faire il y a longtemps et ce que nous devrions faire sans plus tarder, c'est de chercher à améliorer nos relations commerciales avec ces pays tant sur le plan des exportations que des importations, d'accorder à leurs produits d'exportation un traitement préférentiel afin de permettre la croissance de leur économie et de faire en sorte qu'ils deviennent en fin de compte des clients pour un grand nombre de nos produits.